



**Autorité de surveillance LPP
et des fondations
de Suisse occidentale**

Avenue de Tivoli 2
Case postale 5047
1002 Lausanne

OFAS
Mme Colette Nova, vice-directrice,
responsable du domaine « AVS,
Prévoyance professionnelle et PC »
Effingerstrasse 20
3003 Berne

Affaire traitée par : Dominique Favre

Réf. : Modernisation du 1^{er} pilier

Lausanne, le 9 juin 2017

Modernisation de la surveillance dans le 1^{er} pilier – procédure de consultation

Madame la vice-directrice,

Nous nous référons au projet du Conseil fédéral de modernisation de la surveillance dans le 1^{er} pilier. Après examen des divers documents, nous nous permettons de porter à votre connaissance les éléments ci-après.

A titre liminaire, nous avouons notre surprise quant au contenu de cette consultation qui intègre un chapitre concernant le 2^{ème} pilier, alors que le sujet concerne les règles de bonne gouvernance du 1^{er} pilier. Vu notre qualité et bien que non consultés, nous nous autorisons à commenter le chapitre 5 du projet.

Nous rappelons également que le parlement travaille actuellement sur l'initiative parlementaire Kuprecht 16.439 « LPP : Renforcer l'autonomie des cantons dans la surveillance régionale des fondations de prévoyance » qui traite des règles applicables aux autorités de surveillance régionale du 2^{ème} pilier et qui propose une solution contraire à celle présentée dans le projet en consultation.

La volonté de modifier une nouvelle fois la loi sur la prévoyance professionnelle nous semble précipitée. En effet, ce projet ne revêt aucun caractère d'urgence. De plus, il introduit deux révisions importantes qui peuvent avoir des conséquences considérables et qui ont fait l'objet d'aucune des discussions nécessaires entre les différents partenaires concernés (art. 53e^{bis} et 61 LPP).

Commentaires article par article des modifications de la LPP

Article 52e, alinéas 1 à 6

La modification proposée ne fait que reprendre les obligations fixées par les Directives Techniques actuarielles de la Chambre Suisse des experts en caisse de pensions. Déjà aujourd'hui, la CHS-PP peut rendre leur application obligatoire, ce qu'elle n'a pas manqué de faire pour certaines d'entre elles. On s'interroge dès lors sur la nécessité d'introduire, dans le cadre d'une révision législative dont l'objet n'est pas le 2^{ème} pilier, une telle modification sans aucune discussion préalable.

Article 53e^{bis}

Notre autorité de surveillance s'oppose à cette modification légale. Les implications en découlant sont d'une portée beaucoup trop importante pour qu'une telle disposition soit introduite sans analyse et discussion préalables.

En effet, quid des calculs que doivent effectuer les autorités de surveillance tant du point de vue des réserves que des provisions nécessaires ? quid de l'égalité de traitement entre les assurés de la caisse transférante et les rentiers sortant ? Les provisions demandées seront tellement importantes que, dans tous les cas, les assurés restant verront disparaître l'entier des réserves, provisions, voire fonds libres. Au risque de se retrouver ensuite dans une situation financière qui imposera des mesures d'assainissement.

La situation contraire se posera rapidement : les assurés actifs seront transférés dans une nouvelle institution de prévoyance et les rentiers laissés dans la caisse transférante qui deviendra de fait alors une caisse de rentiers sans que l'autorité de surveillance ne puisse formellement l'empêcher.

La responsabilité des intervenants n'a pas suffisamment été examinée et discutée pour qu'une telle disposition soit introduite dans la loi à l'heure actuelle. De plus, cette modification légale doit être examinée plus avant en relation avec l'article 53e LPP.

Article 56, alinéa 1, lettre i

Notre autorité se rallie à cette proposition qui clarifie les rôles (notamment les débiteurs) concernant cette taxe de haute surveillance. Cette modification ne revêt cependant aucun caractère d'urgence. Il en va de même de la modification proposée par l'article 64c, alinéa 1 et 2, lettre a.

Article 61

Sur le fonds, et comme le propose l'initiative Kuprecht, nous sommes opposés à une modification de l'article 61 LPP pour les raisons suivantes :

- Depuis son introduction le 1^{er} janvier 2012, aucun problème n'a été constaté. Seule la volonté de principe exprimée par la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP) peut expliquer l'adjonction de la modification de cet article dans le projet de modernisation du 1^{er} pilier.

- Nous ne saisissons pas pour quels motifs le Conseil fédéral n'a pas consulté au préalable les organismes et cantons concernés avant de faire cette proposition. Un questionnaire aurait permis de constater l'absence de problème depuis la mise en place des établissements autonomes et éviterait de créer un doute sur le respect de l'indépendance des collaborateurs des autorités de surveillance LPP dans leur travail quotidien par leurs Conseils d'administration.
- La proposition est directement en contradiction avec la réforme structurelle qui prévoit une surveillance décentralisée, par canton ou région, créée par les cantons. La volonté d'empêcher les cantons, signataires d'un concordat, de pouvoir exercer leur rôle au sein du Conseil d'administration, en s'assurant que l'établissement accomplisse les missions prévues par la législation fédérale, est, pour nous, incompréhensible.
- Enfin, que faire de la responsabilité politique et financière des cantons qui doivent s'assurer que l'établissement fonctionne conformément à la législation fédérale ? Il est donc normal qu'ils participent à son organisation interne, notamment par le moyen de l'acceptation du budget, des comptes et des règlements internes.

Commentaire article par article des modifications de la LFLP

Article 11, alinéa 3

Concernant le transfert des prestations de libre passage – tout comme la commission fédérale LPP – nous rejetons les propositions qui vont entraîner des frais disproportionnés par rapport aux objectifs visés.

En conclusion, nous proposons tout simplement de renoncer à traiter des aspects liés au 2^{ème} pilier dans un projet concernant la modernisation du 1^{er} pilier.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire et vous adressons, Madame la vice-directrice, nos salutations respectueuses.

Autorité de surveillance LPP et des fondations

Laurent Kurth

Président du Conseil d'administration

Dominique Favre

Directeur

Copies :

- Aux Conseils d'Etat des cantons du Valais, de Vaud, de Neuchâtel, du Jura, de Fribourg et de Genève
- M. Pascal Coullery, OFAS (par mail)



KONFERENZ DER KANTONALEN BVG- UND STIFTUNGSAUFSICHTSBEHÖRDEN
CONFÉRENCE DES AUTORITÉS CANTONALES DE SURVEILLANCE LPP ET DES FONDATIONS

Bundesamt für Sozialversicherungen
zHd. Frau Colette Nova, Vizedirektorin
Leiterin Geschäftsfeld AHV Berufliche
Vorsorge und EL
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Basel, den 15. Juni 2017

Vernehmlassung

Bericht Modernisierung der Aufsicht in der 1. Säule und Optimierung in der 2. Säule der Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge

Sehr geehrte Frau Nova

Als Konferenz der kantonalen BVG- und Stiftungsaufsichtsbehörden erlauben wir uns, Ihnen innert angesetzter Frist die nachfolgende Vernehmlassung zum eingangs erwähnten Bericht zukommen zu lassen. Wir haben mit Erstaunen festgestellt, dass wir als gesamtschweizerischer Verband der Direktaufsichtsbehörden über sämtliche Vorsorgeeinrichtungen der Schweiz nicht auf der Adressaten-Liste für die Vernehmlassung figurieren. Wir gehen davon aus, dass dies auf Grund eines Versehens passiert ist, möchten Sie aber gleichwohl bitten, dafür zu sorgen, dass die Adressatenliste für kommende Vernehmlassungen entsprechend angepasst wird.

**Zu 5.1 Die Aufgaben des Experten oder der Expertin für berufliche Vorsorge
(Artikel 52e Abs. 1 – 6 BVG)**

Wir begrüßen diese Revision ohne weitere Bemerkungen dazu.

**Zu 5.2 Das Einziehen der Aufsichtsabgabe
(Artikel 53 Absatz 1 litera i und Artikel 64 Absatz 1 und Absatz 2 Buchstabe d BVG)**

Wie wir bereits in unserer Vorvernehmlassung vom 23. September 2016 zum Thema "Modernisierung der Aufsicht; Einziehen der Aufsichtsabgabe für die Oberaufsichtskommission Berufliche Vorsorge (OAK BV)" festgehalten hatten, spricht aus unserer Sicht nichts dagegen, dass die Abgabe an die Oberaufsichtskommission inskünftig vom Sicherheitsfonds erhoben wird.

Wir stellen indessen auch fest, dass mit dieser Bestimmung eine Änderung des bisherigen Gebührentarifs für die Aufsichtsabgabe für die Oberaufsichtskommission BV eingeführt wird. Sie wird im Ver-



KONFERENZ DER KANTONALEN BVG- UND STIFTUNGSAUFSICHTSBEHÖRDEN
CONFÉRENCE DES AUTORITÉS CANTONALES DE SURVEILLANCE LPP ET DES FONDATIONS

gleich zur bestehenden Regelung zu Verschiebungen bei der Gebührenlast der beaufsichtigten Vorsorgeeinrichtungen führen.

Im Weiteren haben wir gerne zur Kenntnis genommen, dass der Sicherheitsfonds für seinen erheblichen Zusatzaufwand entschädigt werden soll. Dieser ist nach der heutigen gesetzlichen Grundlage von den BVG-Aufsichtsbehörden entschädigungslos zu erbringen.

**Zu 5.3 Die Unabhängigkeit regionaler Aufsichtsbehörden
(Artikel 61 Absatz 3 dritter Satz BVG)**

Wir beantragen, auf diese Revision zu verzichten.

Die Aufsichtsbehörden der Ostschweiz (AI, AR, GL, GR, SG, TG und TI), der Zentralschweiz (LU, OW, NW, SZ, UR, ZG) und der Westschweiz (JU, NE, VD, VS) haben sich in Konkordaten oder interkantonalen Vereinbarungen darauf geeinigt, ihre Verwaltungsräte aus Regierungsmitgliedern der beteiligten Kantone zusammenzusetzen. Auf Grund der multikantonalen Zusammensetzung der Verwaltungsräte dieser Aufsichtsbehörden besteht systembedingt keinerlei Raum für unerwünschte Einflussnahme im Sinne des bestehenden Artikel 61 Absatz. 3 BVG.

Im Weiteren halten wir fest, dass kein Zweifel daran besteht, dass es sich bei den BVG-Aufsichtsbehörden um kantonale bzw. regionale Organisationseinheiten handelt. Wir erachten die vorgeschlagene Revision deshalb als klaren Eingriff in die kantonale Organisationsautonomie und lehnen diese deshalb ab.

**Zu 5.4 Die Verbesserung der Kontrolle zum Einbringen von Freizügigkeitsleistungen
(Artikel 11 Absatz 3 FZG)**

Wir beantragen, auf diese Revision zu verzichten. Wir verweisen auf unsere Vernehmlassung vom 15. November 2016 "Konsequentes Einbringen von Freizügigkeitsleistungen in Vorsorgeeinrichtungen (EFK-Empfehlung) und Verhindern von Missbräuchen bei der Übernahme von Rentnerbeständen".

Unseres Erachtens führt diese Anpassung dazu, dass ein immenser und deshalb nicht zu vertretender bürokratischer Aufwand eingeführt wird. Dieser wird den Vorsorgeeinrichtungen aufgebürdet und ist selbstredend auch mit hohen Kosten verbunden, welche vom Versichertenkollektiv zu tragen sind. Zudem erscheint zumindest fraglich, ob die eigenverantwortliche Bereitschaft der Versicherten, sich selbst um Ihre Vorsorgebelange zu kümmern, nicht massgeblich verschlechtert wird, wenn gesetzlich festgelegt ist, dass diese Pflicht nunmehr der jeweils aktuellen Vorsorgeeinrichtung obliegt.

Im Weiteren kommt mit der vorgesehenen Revision einmal mehr zusätzlicher Aufwand auf die Aufsichtsbehörden zu, wird doch die Einhaltung der neuen Bestimmung jährlich von ihr zu prüfen sein. Daran ändert nichts, dass primär die Revisionsstellen im Rahmen der Prüfung der ordentlichen Geschäftsführung die Einhaltung der Bestimmung zu testieren haben würden.



KONFERENZ DER KANTONALEN BVG- UND STIFTUNGSAUFSICHTSBEHÖRDEN
CONFÉRENCE DES AUTORITÉS CANTONALES DE SURVEILLANCE LPP ET DES FONDATIONS

Der mögliche Nutzen der geplanten Einfügung eines dritten Absatzes in Artikel 11 FZG (konsequenteres Zusammenführen der Alters- und der Freizügigkeitsguthaben) steht unseres Erachtens klar in keinem Verhältnis zu den damit verbundenen, negativen Auswirkungen (grosser bürokratischer Aufwand, hohe Kosten, negativer Einfluss auf die Eigenverantwortung der Versicherten). Daran ändert auch nichts, dass der Bundesrat auf Verordnungsebene Ausnahmen vorsehen kann.

**Zu 5.5 Voraussetzungen für die Übernahme von Rentnerbeständen
(Artikel 53e^{bis} BVG)**

Wir unterstützen es ausdrücklich, für die Übernahme von Rentnerbeständen gesetzliche Grundlagen zu schaffen, mit dem Ziel, in dieser Hinsicht klare Rahmenbedingungen aufzustellen, welche geeignet sind, bei der Übernahme von Rentnerkassen bzw. Rentnerbeständen die entsprechenden Vorsorgewerke auf eine nachhaltige finanzielle Grundlage zu stellen, um damit einerseits Sanierungsfälle, andererseits aber auch missbräuchliche Rechtsgeschäfte (Abschieben "teurer" Rentnerbestände) zu vermeiden.

Unter erneutem Hinweis auf unsere Vernehmlassung vom 15. November 2016 (s.o. sub "Zu Ziffer 5.4") halten wir fest, dass in Absatz 2 die durch die Praxis der Aufsichtsbehörden für Übernahmeverträge und Sitzverlegung herausgebildete und später auch im FusG (Artikel. 95 Absatz 2 FusG) festgeschriebene Regel – wonach die Aufsichtsbehörde der abgebenden Vorsorgeeinrichtung für die Prüfung und Genehmigung einer Vermögens- und/oder Bestandesübertragung zuständig ist – ohne ersichtlichen Grund durchbrochen wird. Hierfür besteht unseres Erachtens keine Veranlassung. Vielmehr entsteht dadurch eine offenkundige Rechtsunsicherheit, was folgendes Beispiel deutlich macht: Welche Aufsichtsbehörde(n) ist/sind zuständig, wenn eine Vorsorgeeinrichtung aufgehoben wird und der aktive Bestand in die Vorsorgeeinrichtung A mit Sitz im Kanton X und der Rentnerbestand in eine Vorsorgeeinrichtung B mit Sitz im Kanton Z übertritt? Wir bitten Sie, die Bestimmung im Sinne der bestehenden, bewährten Praxis zu korrigieren.

Auch hinsichtlich Absatz 3 erachten wir es als geboten, dass das in den Ausführungen erwähnte Einholen eines jährlichen Berichts des Experten in der Bestimmung selbst oder aber in den Ausführungsbestimmungen ausdrücklich Eingang findet.

Wie sich aus den bisherigen Ausführungen ergibt, ist die Bestimmung von Absatz 4 bzw. die darin vorbehaltenen Ausführungsbestimmung präziser zu fassen bzw. um folgende Punkte zu ergänzen:

- massgebende versicherungstechnische Grundlage für die Übernahme
- Einbindung des Pensionsversicherungsexperten sowohl in den Übernahmeprozess (versicherungstechnischer Bericht und Bestätigung hinsichtlich der ausreichenden Finanzierung der Verpflichtungen, Festlegung der notwendigen Rückstellungen und Reserven) als auch in die jährliche Prüfung, entsprechend unseren Ausführungen zu Absatz 3
- Vorbehalt der Rechtskraft der Genehmigungsverfügung.

Wir ersuchen Sie höflich, uns die vorbehaltenen Ausführungsbestimmung rechtzeitig zur Vernehmlassung zuzustellen.



KONFERENZ DER KANTONALEN BVG- UND STIFTUNGSAUFSICHTSBEHÖRDEN
CONFÉRENCE DES AUTORITÉS CANTONALES DE SURVEILLANCE LPP ET DES FONDATIONS

Gerne hoffen wir, Ihnen mit unseren Ausführungen zu dienen.

D. Favre

Dominique Favre
Präsident



CH-3003 Bern, OAK BV

Per E-Mail

Bundesamt für Sozialversicherungen
Herr Pascal Coullery
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Ihr Schreiben vom 13. April 2017 per E-mail
Unser Zeichen: 051.1-J1 12.07.2017 Doknr: 5
Sachbearbeiter/in: Lydia Studer Kaufmann
Bern, 12. Juli 2017

**Vernehmlassungsverfahren: Änderung des AHVG
(Modernisierung der Aufsicht in der 1. Säule und Optimierung in der 2. Säule)**

Sehr geehrter Herr Coullery

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit Stellung nehmen zu können. Wir beschränken uns in unserer Stellungnahme auf das Themengebiet der beruflichen Vorsorge.

Wir begrüssen die vorgesehenen Änderungen ausdrücklich. Die in die Vorlage aufgenommenen Bestimmungen erfüllen allesamt wichtige Funktionen für die Weiterentwicklung der beruflichen Vorsorge. Insbesondere der neu in Art. 61 Abs. 3 BVG vorgeschlagene Zusatz, wonach die Mitglieder der Aufsichtsbehörden weder der Kantonsregierung angehören noch eine Funktion in der öffentlichen Verwaltung ausüben dürfen, entspricht der Auffassung, welche die OAK BV schon lange vertritt.

Folgende Inputs möchten wir noch gerne anbringen:

Art. 52e BVG

In den Erläuterungen wird erwähnt, dass sich die Kompetenz des Experten im Rahmen der Jahresrechnung exklusiv auf die Prüfung der Passivseite beschränkt: „Im Rahmen der Jahresrechnung ist der Experte oder die Expertin somit ausschliesslich für die Prüfung der versicherungstechnischen Passiven zuständig“. Der Text führt nicht explizit aus, wer im Rahmen der Jahresrechnung für die Aktiven zuständig ist. Das kann zu einem negativen Kompetenzkonflikt zwischen dem Experten und der Revisionsstelle bei der Prüfung der Jahresrechnung führen.

Oberaufsichtskommission Berufliche Vorsorge OAK BV
Lydia Studer Kaufmann
Bereich Recht, OAK BV
Seilerstrasse 8, Postfach
3001 Bern
Tel. +41 58 462 91 64, Fax +41 58 462 26 96
lydia.studer@oak-bv.admin.ch
www.oak-bv.admin.ch

Zu Art. 53ebis BVG:

Wir würden es begrüßen wenn in den Erläuterungen umschrieben wird, was mit dem Terminus „selbständige Weiterführung“ gemeint ist. In der französischen Version ist dieser Begriff nicht erwähnt. Weiter erachten wir es als wichtig, wenn erläutert würde, wie sich die Rentnerbestände genau definieren. Gilt die Regelung von Art. 53ebis BVG für alle Übernahmen oder nur dann, wenn ausschliesslich Rentnerbestände involviert sind?

Vorgesehen ist, dass die Verfügung der bisher zuständigen Aufsichtsbehörde und dem Sicherheitsfonds zur Kenntnis gebracht wird. Besteht eine Möglichkeit des Sicherheitsfonds, sich gegen diese Verfügung zur Wehr zu setzen? Immerhin ist es nicht unwahrscheinlich, dass der Sicherheitsfonds dereinst Leistungen zahlen muss. Aufgrund dessen sollte man überlegen, ob dem Sicherheitsfonds die Verfügung nicht eröffnet werden müsste. Damit stünde ihm auch der Rechtsweg offen.

Freundliche Grüsse

**Oberaufsichtskommission
Berufliche Vorsorge OAK BV**



Pierre Triponez
Präsident



Manfred Hüsler
Direktor